

Jean BASILE

Electricien - Militant ouvrier
Conseiller municipal de Bordeaux
Organisateur de la Résistance en Dordogne
Ancien adjoint au maire de Bordeaux

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 18 novembre, vous allez élire votre député à l'Assemblée Nationale. Ce sera l'occasion d'exprimer votre opinion sur la politique du régime gaulliste.

Le référendum-plébiscite du 28 octobre vient de montrer un sérieux affaiblissement des positions de De Gaulle qui a perdu, dans notre département 28 % des suffrages exprimés par rapport au référendum de septembre 1958 (58 % au lieu de 86 %).

Après ce premier succès remporté par les forces ouvrières et démocratiques sur le pouvoir personnel, la lutte contre ce pouvoir et sa politique réactionnaire doit être poursuivie sans esprit de compromis.

Pour que cette lutte soit victorieuse, l'union des communistes, des socialistes et des républicains de toutes nuances est indispensable. Au contraire, la collusion de certains dirigeants S.F.I.O. ou Radicaux avec des éléments réactionnaires et fascistes comme Estèbe, Portmann et Sourbet ne peut que désorienter les électeurs républicains et favoriser le maintien du pouvoir gaulliste.

En votant pour les candidats du Parti Communiste Français, qui ne porte aucune responsabilité dans l'avènement du pouvoir personnel, et qui l'a toujours combattu, vous manifesterez votre volonté d'un changement complet de politique.

LE BILAN DU GAULLISME

— Réduction du pouvoir d'achat pour l'ensemble des salariés;
— Dépréciation des allocations familiales et des retraites vieillesse par suite de la hausse du coût de la vie;
— Les paysans travailleurs condamnés en grand nombre à la disparition;
— Les artisans et les petits commerçants sacrifiés aux intérêts des monopoles.

A ce bilan s'ajoutent de graves atteintes aux libertés, des complaisances complices en faveur de l'O.A.S., la laïcité foulée aux pieds.

En politique extérieure, le sort de la France lié à celui de l'Allemagne d'Adenauer avec ses généraux nazis et ses appétits de revanche, l'hostilité au désarmement, plusieurs milliers de milliards consacrés à une force de frappe aussi vaine que coûteuse.

Et ce pouvoir prétendu stable a compté de très nombreux remaniements ministériels en quatre années.

CONTRE LE RETOUR AU PASSÉ

La IVe République a connu l'instabilité gouvernementale. Pourquoi ?
— Ses gouvernements tournaient le dos aux aspirations populaires, à la paix, au progrès social;
— Des partis se réclamant de la démocratie pratiquaient l'alliance avec la réaction;
— Les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947.

Il ne saurait être question de revenir à ces pratiques politiques périmées.

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti, c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques.

Dans cet esprit, le Parti Communiste Français vous propose un programme qui prévoit :

DANS LE DOMAINE POLITIQUE

— L'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée Constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment : la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la libre activité des partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL

— Nationalisation des monopoles capitalistes, participation des syndicats à la direction et à la gestion de ces entreprises;
— Augmentation générale des salaires, traitements et retraites;
— Construction massive d'H.L.M. avec des loyers abordables;
— Aide aux exploitations familiales agricoles et soutien de la coopération agricole;
— Réforme démocratique de l'enseignement.

EN POLITIQUE EXTERIEURE

— Politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général;
— Opposition aux entreprises du militarisme allemand;
— Coopération économique et culturelle avec tous les pays.

Ce programme qui permettra d'aller de l'avant, nous vous le soumettons. Son application dépendra de l'avènement d'un gouvernement d'union démocratique substitué au régime de pouvoir personnel agissant pour le compte des monopoles capitalistes.

PROGRAMME LOCAL

Dans la perspective du Marché commun, le pouvoir gaulliste a littéralement sacrifié l'avenir économique du Sud-Ouest. En Gironde six entreprises occupant 320 salariés ont fermé leurs portes en 1959, trois avec 295 salariés en 1960, neuf avec 1.340 salariés en 1961. Dans le même temps de nombreuses usines ont dû réduire leur personnel. Les plans gouvernementaux prévoient la cessation de toute activité de la construction navale bordelaise d'ici 1965. La reconversion de « France-Gironde » anciens « Chantiers de la Gironde » aura pour conséquence de faire disparaître à plus ou moins brève échéance diverses entreprises moyennes situées dans cette circonscription, spécialisées dans la réparation des navires.

Bas salaires, licenciements, voilà ce qu'offre l'U.N.R. aux travailleurs bordelais.

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

La crise du logement reste aiguë dans l'agglomération bordelaise. Les prix élevés des loyers écartent de nombreux travailleurs des nouvelles constructions. Au rythme actuel il faudra attendre 20 ans pour en finir avec la crise du logement. La raison essentielle de cette situation c'est le manque de crédits H.L.M. Un accroissement substantiel des crédits d'Etat à la construction sera réclamé par les élus communistes.

ENSEIGNEMENT

Dans ce domaine la première circonscription connaît un retard important. Un Lycée devait être construit Cité du Grand Parc. Sur intervention gouvernementale ce projet a été abandonné. Un Lycée Technique est également prévu, mais quand sera-t-il construit ? Les Collèges d'enseignement généraux préférés par le pouvoir gaulliste, parce qu'ils sont à la charge des communes, sont surpeuplés et obligent les élèves chaque jour à des déplacements coûteux.

Laïques intransigeants, les élus communistes lutteront pour obtenir à l'Enseignement les crédits et les constructions dont il a un urgent besoin.

SPORTS ET JEUNESSE

L'équipement sportif des communes de cette circonscription ainsi que les établissements destinés à la jeunesse sont très insuffisants. Les maisons de jeunesse, les terrains de sports, les salles de culture physique doivent être multipliés grâce à un important financement de l'Etat. Les clubs locaux qui font preuve d'une bonne activité doivent être subventionnés afin de pouvoir former des milliers et des milliers de sportifs ; ainsi ils joueront leur rôle de pépinières de futurs champions.

FONDS ROUTIER

L'intégralité du produit du fonds routier alimenté par tous les automobilistes doit aller à la construction d'autoroutes, de ponts, à la modernisation de notre réseau routier. Voter communiste c'est exprimer sa volonté de s'opposer au véritable détournement d'une partie importante de ce fonds, utilisé par l'Etat à tout autre chose qu'à l'amélioration de nos routes et chemins.

IMPOTS ET FINANCES COMMUNALES

Les impôts communaux sont lourds. Les bordelais en savent quelque chose cette année. La raison essentielle en est la gestion municipale du Maire U.N.R. Mais il nous faut souligner la réduction des subventions d'Etat aux communes, aggravée par le pouvoir gaulliste, et les difficultés rencontrées par les municipalités pour contracter des emprunts.

Une véritable réforme des finances locales attendue depuis le début du siècle doit être votée par le Parlement, afin de faire prendre en charge par l'Etat les dépenses qui ne relèvent pas de la gestion communale.

L'AIDE AUX VIEILLARDS

Le produit de la vignette auto acquitté également par les automobilistes est conservé par l'Etat, bien que désormais l'aide aux vieillards soit financée par la Sécurité sociale. Le produit des vignettes auto doit retrouver sa destination première, l'aide aux vieillards, afin d'améliorer leur situation. Dans le cas contraire, les vignettes doivent être supprimées.

Sur tous ces problèmes, brièvement évoqués et vitaux pour la population de Bordeaux et de sa banlieue, durant les quatre années de la législature, pas une fois le député sortant U.N.R. Richard, n'est intervenu à la tribune du Parlement, n'a écrit un article sur ces questions. Les ignore-t-il ? La fidélité « dans son attachement au général de Gaulle » ne peut tenir lieu de programme.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Vos intérêts ont besoin d'être défendus. Si vous voulez être représentés effectivement à la Chambre des députés, si vous voulez être soutenus, défendus au sein des Commissions parlementaires, dans les organismes où votre député peut être appelé à siéger, que votre voix se fasse entendre à la tribune du Parlement, si cela est nécessaire.

VOTEZ, FAITES VOTER,

Jean BASILE

Membre de notre Parti depuis 1920, toujours fidèle à son idéal, ancien interné pendant la guerre, organisateur de la Résistance en Dordogne. Il siège depuis 1945 sans interruption au Conseil municipal de Bordeaux. Son action efficace dans cette Assemblée, sa dénonciation lors du dernier budget des conséquences de la majoration excessive des taxes et impôts communaux par le Maire de Bordeaux, son expérience des affaires publiques le désignent à vos suffrages.

REMPLAÇANT EVENTUEL

François RIVIÈRE

Ouvrier métallurgiste

Pour le Comité électoral : *MM. Marc Dupuy, Jean Rieu, René Reyraud, anciens députés; Marie Baron, Conseillère municipale; Yvette Lizot, ancienne Conseillère municipale du Bouscat; Daniel Bœuf, Président général du Conseil des Prud'hommes de Bordeaux; André Dubuis; Grosset, ancien Conseiller municipal de Caudéran.*

Vu : le candidat

Le Comité Electoral de la Circonscription

P.S. — *Déposez votre bulletin dans l'urne sans effectuer ni rature, ni changement.*

Imp. Saint-Hubert — Bordeaux